

SIEGE SOCIAL:
51, rue des 3 Cantons
L-3961 EHLANGE/MESS
G.-D. DE LUXEMBOURG

TEL : (352) 36 00 41-1
FAX : (352) 36 69 96
<http://www.fiduciaire.lu>
E-mail : gefco@fiduciaire.lu

ADRESSE POSTALE:
B.P. 12
L-3901 MONDERCANGE
G.-D. DE LUXEMBOURG



Circulaire n° 63 du 15 septembre 2017

Comptabilité en partie double / Doppelte Buchführung

1 Entreprises obligées de tenir une comptabilité en partie double

- les commerçants personnes physiques, les professions libérales,
 - les sociétés commerciales dotées de la personnalité juridique,
- Notamment :
- les sociétés en nom collectif,
 - les sociétés en commandite simple,
 - les sociétés anonymes et les sociétés par actions simplifiées,
 - les sociétés en commandite par actions,
 - les sociétés à resp limitée et les sociétés à resp limitée simplifiées,
 - les sociétés coopératives et
 - les sociétés européennes (SE),
- les groupements européens d'intérêt économique,
 - les groupements d'intérêt économique
 - les sociétés en commandite spéciale

2 Disposition « Professions libérales »

Avec l'abrogation de alinéa 2 AO (paragraphe 161) par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 (loi portant sur la réforme fiscale 2017), il est mis fin à la possibilité pour certains contribuables, notamment pour les titulaires d'une profession libérale – ayant bénéficié de la circulaire du Directeur des contributions L.I.R. n 30 du 15 mai 1970 –, de pouvoir être libérés de l'obligation de tenue d'une comptabilité en partie double conformément à l'alinéa 1^{er} du même paragraphe.

Cette obligation s'imposera dès lors dorénavant à tout exploitant ou exploitation dont le chiffre d'affaires dépasse le seuil de 100.000 euros.

Par dérogation, il sera toutefois admis qu'un seul dépassement occasionnel du seuil de 100.000 euros à cause d'un chiffre d'affaires exceptionnellement élevé ne déclenchera pas à lui seul l'application du paragraphe 161 AO.

3 Composition du chiffre d'affaire

En comptabilité de droit commun, le chiffre d'affaires net est constitué par le montant résultant des ventes de produits et des prestations de services réalisées par l'entreprise ou exploitation concernée et correspondant à ses activités ordinaires

A noter que les revenus dégagés par la cession d'immobilisations, amortissables ou non, ayant servi de manière permanente à l'entreprise ou exploitation (article 21 L.I.R.) ne sont pas à inclure dans le chiffre d'affaires

4 Entreprises dispensées de tenir une comptabilité en partie double

Les commerçants personnes physiques dont le chiffre d'affaires du dernier exercice, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, n'excède pas 100.000 euros, ont, en application des articles 11 et 13 C.com., la faculté de tenir une comptabilité simplifiée au lieu d'une comptabilité en partie double.

5 Déclenchement de l'obligation de la comptabilité en partie double

Dès qu'en vertu du paragraphe 161AO le seuil de 100.000 euros chiffre d'affaire est franchi, l'exploitant ou l'exploitation est contraint de tenir des livres comptables et d'établir à intervalles périodiques, sur la base d'un inventaire annuel, un bilan.

6 Principe de la Comptabilité en partie double

La comptabilité tenue en partie double repose sur le principe fondamental que chaque opération enregistrée dans la comptabilité est saisie à double, une fois au débit correspondant aux emplois (ou comme variation d'actifs) et une fois aux crédits correspondant à leurs ressources (ou comme variations de passifs).

Dans ce système comptable, toute écriture comptable établit une équivalence entre le débit et le crédit des différents comptes affectés, ce qui permet aussi de vérifier la cohérence des comptes. Selon la méthode de la comptabilité d'engagement, les transactions et les événements sont comptabilisés au moment où ils se produisent et non pas uniquement lors du paiement ou du recouvrement effectifs. Par opposition à la comptabilité de trésorerie qui comptabilise une transaction uniquement lorsqu'un paiement est effectué (encaissements et décaissements), la comptabilité d'engagement repose sur le principe comptable d'indépendance des exercices, ce qui signifie qu'elle tient compte des charges engagées (engagements) et des produits acquis (droits constatés) lors d'un exercice comptable dès leur naissance, sans considération de la date de paiement ou d'encaissement de ces charges ou produits.

7 Bilan

Assortie d'un bilan et d'un compte de profits et pertes, la comptabilité tenue en partie double apporte plus de garanties de cohérence et de transparence, de manière à ce qu'elle permet à tout lecteur compétent de suivre en détail toutes les opérations comptables depuis leur origine jusqu'à leur dénouement, ainsi que d'obtenir dans un laps de temps raisonnable un aperçu objectif du patrimoine et de la situation financière de l'entreprise.

En comptabilité, le bilan donne une image instantanée de la situation patrimoniale et financière de l'entreprise ou exploitation, en détaillant, en respect du principe de la partie double décrit ci-avant, au passif l'origine des ressources fournies à l'entreprise ou exploitation (c'est-à-dire les fonds propres et les dettes) et à l'actif l'emploi de ces ressources (c'est-à-dire les immobilisations, les biens du réalisable et du disponible).

8 Début de l'obligation

Les bureaux d'imposition sont invités à veiller à ce que leur application soit respectée au plus tard à partir du 1^{er} exercice d'exploitation débutant après le 31 décembre 2017

9 Conséquences en cas d'absence de tenue d'une comptabilité régulière

Si la comptabilité n'est pas régulière d'un point de vue formel, elle perd sa force probante, et l'administration fiscale est habilitée à procéder à l'évaluation d'office du bénéfice comptable généré par l'entreprise

10 Tenue des livres comptables

La première phrase du paragraphe 162 AO de l'alinéa 2 se fonde sur le principe de la régularité formelle des inscriptions en comptabilité en imposant que l'enregistrement comptable des mouvements affectant le patrimoine de l'exploitation doit être réalisé en continu, c'est-à-dire opération par opération, de manière complète et correcte dans les livres comptables, notamment les journaux et le livre d'inventaire.

Dans ce cas, chaque facture, mémoire d'honoraires ou autre pièce justificative doit être enregistrée individuellement et de manière identifiable dans la comptabilité.

Afin de faciliter toute recherche et tout contrôle par l'ACD, la comptabilité doit notamment faire apparaître d'une manière distincte:

- la date de l'opération comptable,
- le montant global de la facture,
- ainsi qu'une référence de la pièce justificative correspondant soit à une numérotation séquentielle apposée sur cette pièce de base au fur et à mesure de son émission et de sa réception, soit à la référence figurant sur celle-ci.

Lorsque le rythme élevé des ventes de faible montant génère une masse considérable d'écritures comptables, ces opérations peuvent pourtant être récapitulées sur une pièce justificative unique, à condition que celles-ci sont de même nature, réalisées en un même lieu et au cours d'une même journée.

11 Tenue d'un livre de caisse

Quant aux obligations comptables en relation avec une caisse en numéraire, le paragraphe 162, alinéa 7 AO impose la tenue d'un registre reprenant au moins quotidiennement les écritures de caisse («Kasseneinnahmen und -ausgaben sollen im geschäftlichen Verkehr mindestens täglich aufgezeichnet werden»), obligation qui se retrouve d'ailleurs de manière plus générale à l'article 10 C.com., selon lequel «toute comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Toutes les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, soit dans un livre journal unique, soit dans un système de journaux spécialisés. Dans ce dernier cas, toutes les données inscrites dans les journaux spécialisés sont introduites, avec indication des différents comptes mis en mouvement, par voie de centralisation dans un livre centralisateur unique », étant souligné qu'un livre de caisse, journal destiné à retracer journalièrement les mouvements en espèces, constitue un tel journal spécialisé tel que préconisé par cette disposition

Les prélèvements ainsi que les mises en numéraire sont également à inscrire quotidiennement. L'absence de prélèvements ou de mises ainsi que leur comptabilisation à la fin du mois ne sont pas permises.

L'inscription du fonds de caisse est indispensable.

A remarquer qu'un livre de caisse tenu à l'aide d'un tableur (par exemple Excel) n'est pas autorisé, vu que des changements sont possibles à tout moment.

12 Conservation décennale des pièces comptables

Le commerçant est obligé de conserver des documents sociaux pendant une période de 10 ans à partir de la clôture de l'exercice auquel les documents se rapportent.

L'obligation de conservation décennale concerne toutes les pièces justificatives quelconques ayant trait à l'exploitation de l'entreprise, tels que les commandes et les factures, les tickets de caisse ou encore les documents qui intéressent la gestion du personnel

13 Décentralisation d'écritures comptables

En vertu du paragraphe 162, alinéa 5 AO, les livres comptables (journaux et livre d'inventaire) doivent offrir des garanties suffisantes de sincérité. Ainsi, ils doivent être tenus sans blancs, ni lacunes, ni altérations d'aucune sorte. Aucune rectification ne peut être faite par ratures, adjonctions ou suppressions rendant l'inscription d'origine illisible. En cas d'erreur de saisie, il convient d'abord de contrepasser ou d'extourner l'écriture erronée et de comptabiliser ensuite l'écriture correcte.

L'interdiction de l'altération ultérieure vaut également pour les logiciels de comptabilité. Des suppressions ou modifications ne permettant pas de retracer la comptabilisation originale ne sont pas permises. Les logiciels doivent être sécurisés afin d'empêcher toute modification subséquente.

Cette interdiction est également valable à l'encontre des caisses enregistreuses ou des systèmes points de vente qui doivent contenir des sécurités permettant de retracer l'opération originale en cas de suppression ou de modification.